

Islande

La croissance économique refluera à 2.5 % en 2023 et à 2.3 % en 2024. La consommation privée va fléchir en raison de la modération de la croissance des salaires et de l'arrêt du mouvement de désépargne. L'investissement des entreprises et l'investissement en logements devraient diminuer tandis que les conditions financières continueront de se resserrer, et l'investissement public reculera également en 2023-24. La croissance des exportations restera dynamique grâce à l'expansion vigoureuse du tourisme étranger. Le taux de chômage augmentera progressivement pour s'établir aux alentours de 4.5 %. L'inflation globale a culminé aux environs de 10 % à la fin de l'été et devrait refluer au cours de la période considérée.

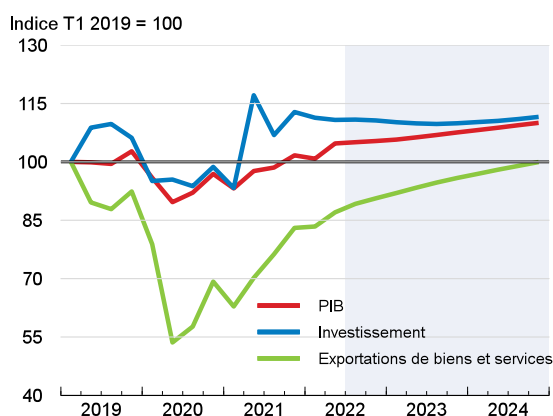
Au début d'octobre, la banque centrale a relevé son taux directeur pour la neuvième fois depuis l'amorce du resserrement monétaire en mai 2021, le portant à 5.75 %. On s'attend à ce qu'elle durcisse encore sa politique monétaire, afin de ramener l'inflation au niveau de l'objectif en temps voulu. L'assainissement des finances publiques prévu en 2023-24 permettra de réduire les tensions inflationnistes et conserver des marges de manœuvre budgétaires. Enfin, des investissements dans la diversification énergétique et la recherche-développement (R-D) pourraient permettre d'améliorer la sécurité énergétique et d'atteindre les objectifs climatiques du gouvernement.

La vigueur des exportations alimente la croissance économique

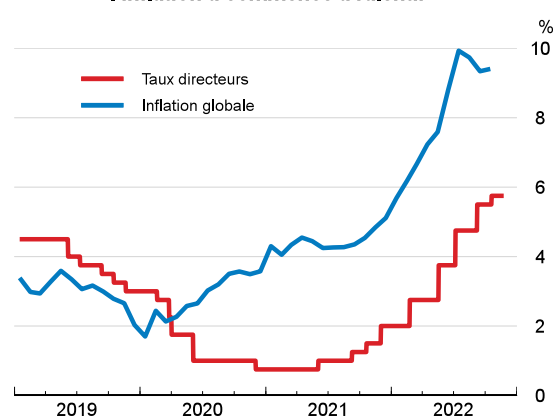
L'économie islandaise croît à un rythme soutenu, tirée par la hausse des exportations de produits à forte intensité énergétique, comme l'aluminium, qui ont rapidement augmenté au cours des derniers mois. En outre, le tourisme étranger se redresse rapidement après son effondrement provoqué par la pandémie. La consommation des ménages reste dynamique grâce à la croissance persistante des salaires et au mouvement de désépargne, bien que la forte inflation ait commencé à entamer les salaires réels. L'investissement des entreprises marque le pas tandis que la confiance se dégrade et que les conditions financières se durcissent. La situation du marché du travail demeure tendue, et les pénuries de main-d'œuvre sont devenues plus manifestes. Quelque 2 500 réfugiés ukrainiens (0.7 % de la population) ont été accueillis en Islande, où ils ont pu accéder immédiatement au marché du travail.

Islande

Les exportations resteront le moteur de la croissance
Volume



Les taux d'intérêt ont augmenté et l'inflation a commencé à ralentir



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 ; Banque centrale d'Islande ; et base de données de l'OCDE sur les indices des prix à la consommation.

StatLink  <https://stat.link/klxfhe>

Islande : Demande, production et prix


Islande	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	3 043.8	-6.8	4.4	6.4	2.5	2.3
Consommation privée	1 519.5	-2.9	7.7	9.3	1.3	1.6
Consommation publique	744.0	4.7	2.2	1.5	1.0	1.0
Formation brute de capital fixe	648.3	-9.8	12.3	3.1	-0.9	0.8
Demande intérieure finale	2 911.8	-2.5	7.2	5.8	0.8	1.3
Variation des stocks ¹	- 5.4	0.9	-0.1	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 906.5	-1.7	7.0	5.5	0.7	1.3
Exportations de biens et services	1 350.2	-29.9	12.7	19.8	7.3	4.8
Importations de biens et services	1 212.9	-21.5	20.3	17.7	3.7	2.8
Exportations nettes ¹	137.4	-4.7	-2.7	0.5	1.8	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.6	6.0	6.2	3.0	2.5
Indice des prix à la consommation	—	2.8	4.4	8.3	5.5	2.9
IPC sous-jacent ²	—	2.9	4.4	7.9	5.4	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.4	6.0	4.0	4.4	4.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-8.8	-7.8	-4.1	-2.7	-2.2
Dette brute des administrations publiques ³	—	70.3	76.6	78.3	79.7	80.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.9	-1.6	-1.1	1.3	2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/0cu34s>

Les politiques budgétaire et monétaire se resserrent

Le durcissement de la politique monétaire se poursuit. Au début d'octobre, la banque centrale a relevé son taux directeur de 25 points de base pour le porter à 5.75 %, procédant ainsi à sa neuvième hausse depuis le début de son cycle de resserrement monétaire en mai 2021. L'inflation mesurée par les prix à la consommation a culminé aux alentours de 10 % à la fin de l'été, et reflue à mesure que les prix des logements, des produits alimentaires et des matières premières ralentissent. Les anticipations d'inflation diminuent également. Depuis le printemps de 2022, la couronne islandaise s'est dépréciée de près de 10 % vis-à-vis du dollar des États-Unis, mais son taux de change par rapport à l'euro n'a quasiment pas changé. La banque centrale devrait encore relever ses taux d'intérêt pour les porter à 6 ¼ pour cent environ en 2023, afin de ramener l'inflation au niveau de son objectif.

Les autorités ont déjà commencé à durcir l'orientation de la politique budgétaire et devraient procéder à un resserrement supplémentaire de l'ordre de 3 % du PIB en 2023 et de 0.6 % du PIB en 2024. Cette orientation est appropriée pour contrecarrer les tensions inflationnistes et reconstituer des marges de manœuvre budgétaires après la pandémie, même si la croissance devrait nettement ralentir. La dette publique brute devrait se hisser de 78 % du PIB environ en 2022 à 81 % du PIB approximativement en 2024, en raison de la persistance du déficit budgétaire.

L'économie ralentira considérablement

Le taux de croissance devrait refluer de 6.4 % en 2022 à 2.5 % en 2023 et à 2.3 % en 2024. La consommation des ménages ralentira tandis que les salaires réels continueront de diminuer. Le durcissement des conditions financières et la montée de l'incertitude pèseront sur l'investissement des entreprises. Les secteurs à forte intensité énergétique et les services tireront la croissance des exportations. Par ailleurs, l'investissement en logements se redressera en 2023 en raison du rattrapage de la demande non satisfaite en 2022, mais il fléchira en 2024, lorsque la hausse des taux d'intérêt fera sentir ses effets, compte tenu de la proportion grandissante de prêts hypothécaires à taux variable. L'investissement public sera réduit comme prévu par le gouvernement. Le taux de chômage se hissera aux alentours de 4.5 %. L'inflation ralentira sous l'effet du durcissement de la politique monétaire, mais elle devrait être encore supérieure à l'objectif visé à la fin de la période considérée. La petite taille de l'économie islandaise est synonyme de volatilité et de vulnérabilité. Les exportations de biens et de services pourraient pâtir d'un ralentissement de l'activité plus marqué que prévu chez les principaux partenaires commerciaux. Des chocs intérieurs, comme une mauvaise campagne de pêche ou une baisse des stocks halieutiques durables, pourraient faire baisser les exportations de produits de la mer. L'investissement pourrait être encore affaibli en cas de nouvelle dégradation des conditions financières et de persistance de l'incertitude relative aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Il est important d'investir dans la diversification et la sécurité énergétiques

Les besoins énergétiques de l'Islande sont essentiellement satisfaits par des sources d'énergie renouvelables, fiables et locales, les capacités géothermiques et hydroélectriques couvrant environ 90 % de la demande d'énergie, soit une proportion nettement plus importante que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE. L'Islande est donc dans une large mesure protégée des répercussions des déséquilibres observés sur le marché de l'énergie, exception faite des voitures à moteur thermique et de la flotte de pêche. Pour préserver sa sécurité énergétique, le gouvernement devrait continuer de favoriser la diversification énergétique, notamment en soutenant l'investissement dans l'énergie éolienne et en réformant le cadre réglementaire relatif à la production, au transport et à la distribution d'énergie. Enfin, investir dans des infrastructures bas carbone permettrait à la fois de contribuer à l'amélioration de la sécurité énergétique et à la réalisation des objectifs climatiques.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9069433e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.